

**CONTRIBUTION DES AIRES PROTÉGÉES À L'AMÉLIORATION DES
CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS RIVERAINES : CAS DE LA FORÊT
CLASSÉE DE DINDERESSO DANS LA COMMUNE DE BOBO-DIOULASSO**

**CONTRIBUTION OF PROTECTED AREAS TO THE IMPROVEMENT OF
LIVING CONDITIONS OF LOCAL POPULATIONS: THE CASE OF THE
CLASSIFIED FOREST OF DINDERESSO IN THE MUNICIPALITY OF BOBO-
DIOULASSO**

Tionyéélé FAYAMA

Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles / Centre National de la
Recherche Scientifique et Technologique, Socio-anthropologue du développement,
Bobo-Dioulasso, Burkina Faso

tionyele@yahoo.fr

&

Issouf TRAORE

Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles / Centre National de la
Recherche Scientifique et Technologique, Economiste agricole ingénieur de recherche
Bobo-Dioulasso, Burkina Faso

isse_traore@yahoo.fr

&

Hamado SANA

Direction régionale de l'Environnement, de l'énergie, de l'Eau et de l'Assainissement,
Inspecteur des eaux et forêts Bobo-Dioulasso, Burkina Faso

sanahamado7508@gmail.com

Résumé : L'objectif de cette étude vise à déterminer la contribution des forêts classées au développement durable des populations riveraines. En effet, les aires protégées représentent un immense réservoir de ressources biologiques dont dépendent fortement les populations riveraines. La forêt classée de Dinderesso (FCD) située en zone Sud-soudanienne du Burkina Faso, est un bon exemple de la divergence existant entre la satisfaction des besoins subsistance des populations riveraines et la nécessité de conserver les espèces végétales. La perspective de recherche combine la recherche qualitative et la recherche quantitative. La posture théorique est ethnologique/ethnographique. Il ressort que les Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) telle que la fosse de fourrage, la récolte des chenilles, les produits halieutiques, le poisson pêché contribuent à améliorer les conditions de vie des populations riveraines sur plusieurs plans. 35% des revenus sont utilisés dans l'alimentation, 11% dans l'habillement, 17% dans la scolarisation des enfants, 23% dans la santé et 4% dans les autres domaines tels que l'achat des moyens de transport, des matériels pour renforcer une activité génératrice de revenu. En outre, l'étude a permis de faire une estimation des recettes issues de l'exploitation des PFNL par la population. En 2020 plus de 7 153 000FCFA de recettes issues de la vente des PFNL composé des produits de la pêche, de paille, de l'apiculture et la cueillette des fruits et des chenilles. Toutefois diverses contraintes et difficultés entravent la bonne gestion de la FCD par les acteurs.

Mots clés : Biens et services écosystémiques ; Populations riveraines, Forêt, Dinderesso.

Abstract : The objective of this study is to determine the contribution of classified forests to the sustainable development of riparian populations. Indeed, protected areas represent a huge reservoir of biological resources on which riparian populations strongly depend. The Dinderesso classified forest (FCD) located in the South Sudanian zone of Burkina Faso is a good example of the divergence between the satisfaction of the subsistence needs of the riparian populations and the need to conserve plant species. The research perspective combine qualitative and quantitative research. The theoretical posture is ethnological/ethnographic. It is found that Non-Timber Forest Oroduts (NTFPs) such as fodder pit, caterpillar harvesting, fishery products, and fish caught contribute to improving the living conditions of riparian populations on several levels. 35% of the income is used for food, 11% for clothing, 17% for children's schooling, 23% for health and 4% for other areas such as the purchase of means of transport and materials to strengthen an income-generating activities. In addition, the study made it possible to estimate the revenue generated by the exploitation of NTFPs by the population. In 2020, more than 7,153,000 CFA francs of revenue will be generated from the sale of NTFPs, including fishing, straw, beekeeping, and fruit and caterpillar harvesting. However, various constraints and difficulties hinder the good management of the CDF by the actors.

Key words: Ecosystem goods and services; Riparian populations, Forest, Dinderesso.

Introduction

Au Burkina Faso, l'économie dépend principalement de l'agriculture, de l'élevage et de la foresterie. Ces trois secteurs mobilisent près de 85% de la population active et produisent près de 2/3 des richesses nationales (MEF, 2009). La forêt est une ressource naturelle renouvelable, c'est-à-dire qu'elle est reproductible durablement pour autant que ses usagers établissent un plan de gestion et tiennent compte d'un certain nombre de conditions comme le temps nécessaire à son renouvellement. Les espaces forestiers qui participent à la vie économique des populations se trouvent gravement menacés partout dans le monde (Yelkouni, 2004).

Le pays compte soixante-cinq (65) forêts classées dont un nombre important se situe le long des principaux cours d'eau (MECV, 2007). Le Ministère de l'Environnement et Cadre de Vie rapporte, en 2009, que la majorité de la population n'a pas accès au combustible fossile d'où la forte utilisation du bois comme source d'énergie (MECV, 2009). Les conséquences de la recherche du bois-énergie deviennent de plus en plus préoccupantes à cause de l'augmentation de la démographie et la pauvreté très criarde de la population. L'Homme utilise des ressources naturelles, notamment végétales, divers produits pour sa nourriture, ses médicaments, son bois de chauffe, de construction et de fabrique d'objets d'art. Ces utilisations qui sont pour la plupart abusives constituent un véritable danger pour la survie de certaines espèces végétales ou animales qui trouvent refuge dans les forêts classées. Au Burkina Faso, cette situation s'est accentuée dans les forêts classées de façon générale. Le cas de la forêt classée de Dinderesso (FCD) qui est située à proximité de la ville de Bobo Dioulasso est particulier.

C'est dans ce sens qu'il a été mis en place depuis 1983 un plan de riposte appelé aménagement participatif des forêts afin de lutter contre cette dégradation et contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations riveraines. Le plan d'aménagement participatif de la forêt classée de Dinderesso (FCD) a été rédigé en 2002 et adopté en 2011 dont le principal objectif est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations riveraines. Wiersum et Elands (2002) montrent à travers une étude que la perception de la population riveraine est une des approches pertinentes d'évaluation des plans d'aménagement forestier. Par ailleurs, Chauvin et Piroche en (2004) et Boutefeu en (2005) posent l'intérêt d'une approche paysagère d'aménagement des forêts en les envisageant non comme des entités à part, mais comme à réinscrire dans un territoire plus large. La forêt devrait être alors envisagée comme un espace multifonctionnel qui permet de prendre en compte la socio diversité (Chiasson *et al.*, 2005). Cette nécessité se souligne bien au Burkina Faso lorsque Djogbénu *et al.*, en 2011 remarquent la multifonctionnalité qui caractérise la perception de l'aménagement forestier par les populations riveraines. Il s'avère donc que, dans une optique de conservation des habitats idéalement configurés, les mesures de protection et d'aménagement pour être systémiques devraient tenir compte des perceptions des populations (Toko *et al.*, 2013a). Cependant, peu d'études documentent les biens et services que les populations riveraines tirent de la FCD. Pour répondre à cette préoccupation, certaines interrogations méritent d'être soulevées. Comment la FCD, aménagée il y a de cela une décennie, contribue-t-elle à améliorer les conditions de vie des populations riveraines ? Quels sont les biens et services écosystémiques tirés par la population riveraine et quels sont leurs impacts socio-économiques sur la population ? Quelles sont les contraintes liées à la gestion de ladite forêt.

Ce sont autant de questionnements qui ont motivés la présente réflexion sur la contribution des aires protégées à l'amélioration des conditions de vie des populations riveraines de Dinderesso. La suite de cet article est subdivisée en trois grandes parties que sont la méthodologie de la recherche, la présentation des résultats et la discussion.

1. Matériels et méthodes

1.1. Présentation de la zone de recherche

Comprise entre les parallèles 4°18'46'' et 4°26'40'' de longitude Ouest, et entre les méridiens 11°11'05'' et 11°18'10'' de latitude Nord, la FCD est située dans la province du Houet, au Nord-Ouest de la ville de Bobo-Dioulasso (cf carte). Classée par arrêté n°422 SE/5 du 27 février 1936, la FCD couvre une superficie de 8500 hectares. Elle est boisée et délimitée sur son pourtour par un pare feu périmétral de 51 km et des pare feux secondaires intérieurs de 46 km.

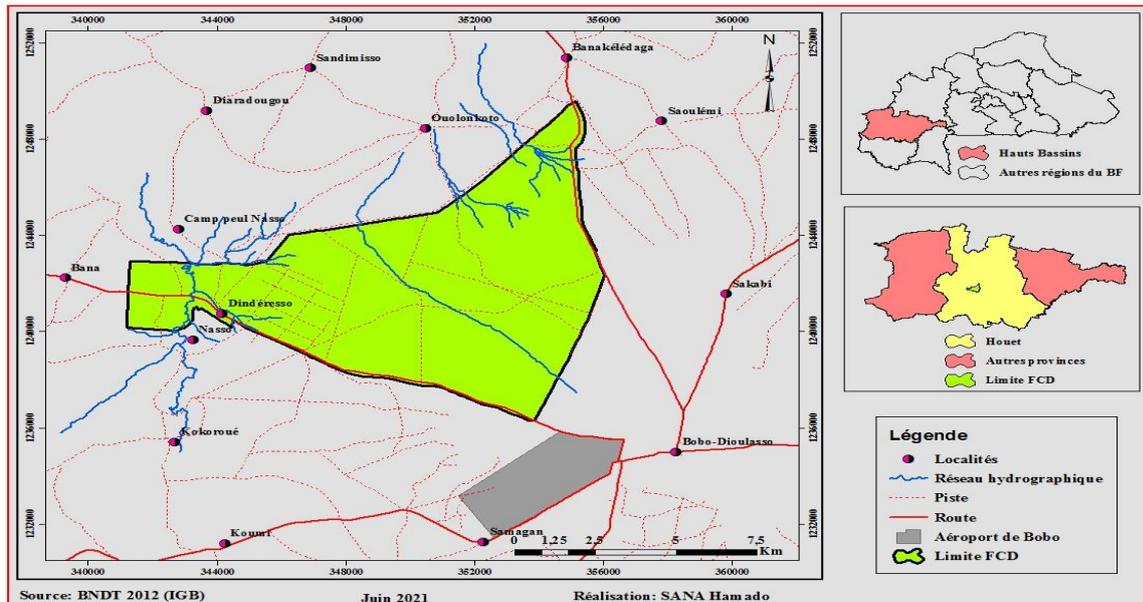


Figure 01 : Carte de la localisation de la Forêt Classée de Dinderesso

Source : Données BNDT, 2012

1.2. Approche théorique

Inscrire son sujet de recherche dans une posture théorique est bien l'une des rigueurs de la science et plus loin un devoir de discipline du chercheur (Fayama et Belo, 2020). Ainsi, dans le cadre cette recherche, le socle théorique de la recherche est fondé sur l'approche ethnologique/ethnographique (Percot et Delavigne, 2005). Cette approche permet de réaliser une étude descriptive mais aussi analytique des traditions, des us, coutumes, habitudes et mœurs des populations en collectant des informations dans un système complexe dans l'optique de comprendre la dynamique autour de l'objet d'étude. Ramené au contexte de cette recherche l'approche ethnologique comportera deux angles d'analyses que sont l'ethnobotanique et l'ethnoécologie dans la mesure où il est question du rapport des hommes à la forêt.

1.3. Outils de collectes des données

Trois sortes d'outils ont été mobilisés pour la collecte des informations suivant la combinaison des deux démarches envisagées. Ces outils sont la grille de lecture, le questionnaire standardisé et le guide d'entretien.

1.3.1. Recherche documentaire

La recherche documentaire est une opération continue qui a couvert toutes les étapes de l'étude. Il était question de capitaliser les connaissances théoriques précises pour l'orientation, l'élaboration et l'exécution de cette recherche. Divers documents ont donc été exploités pour bien cerner et peaufiner l'objet de la présente réflexion.

1.3.2. Guide d'entretien

Des entretiens ont été réalisés avec une diversité d'acteurs les agents forestiers, les leaders d'opinion, les membres des GGF. Il s'est agi de façon pratique de collecter des informations avec ces acteurs sur les diverses contributions de la forêt pour le développement de l'économie locale et la gestion des écosystèmes ainsi que les difficultés qui entravent la gestion de la forêt.

1.3.3. Entretien par questionnaire

Pour connaître les différents biens et services écosystémiques que fournit la forêt classée de Dinderesso aux populations riveraines, leurs utilisations ainsi que les contraintes liées à la gestion de la forêt, une enquête ethnobotanique a été menée auprès des populations des villages de Nasso, de Dinderesso, de Sossogona, de Banakéledaga, du camp peulh Nasso, et de Wolonkoto. Cette enquête a été couplée avec une enquête ethnoécologique qui a permis d'évaluer l'accessibilité des populations aux services écosystémiques tangibles (biens fournis par la forêt) comme le bois de chauffe, l'approvisionnement en PFNL, les difficultés liées à son accessibilité et la perception des populations des services intangibles comme la régulation du climat, la fertilisation du sol et la purification de l'air.

1.4. Échantillonnage

L'échantillonnage a été fait suivant la technique d'échantillonnage aléatoire stratifiée.

Elle consiste à identifier dans la population des groupes ou strates selon des critères (ethnie, sexe, âge, activité économique, etc.) et ensuite, appliquer dans chaque strate la technique d'échantillonnage aléatoire simple (Houéhanou *el al.*, 2016). Ainsi un questionnaire semi-structuré (Dounna *el al.*, 2010.) a été soumis à 101 personnes comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau 01 : Nombre de personnes enquêtées par village

Villages	Nombre de personnes
Dinderesso	22
Nasso	19
Sossogona	15
Camp peulh Nasso	15
Wolonkoto	15
Banakéledaga	15

Source : Données de l'enquête terrain, juin 2021

2. Résultats

2.1. Impacts socio-économiques des biens et services écosystémiques tirés de la forêt par la population

2.1.1. Utilisation des revenus issus des produits forestiers par la population

Les revenus issus de l'exploitation forestière sont destinés à des usages multiples et participent à l'amélioration des conditions de vie des familles. Ces revenus permettent surtout aux femmes de faire face à certaines dépenses rarement prises en compte par les hommes (habillement, condiments...)

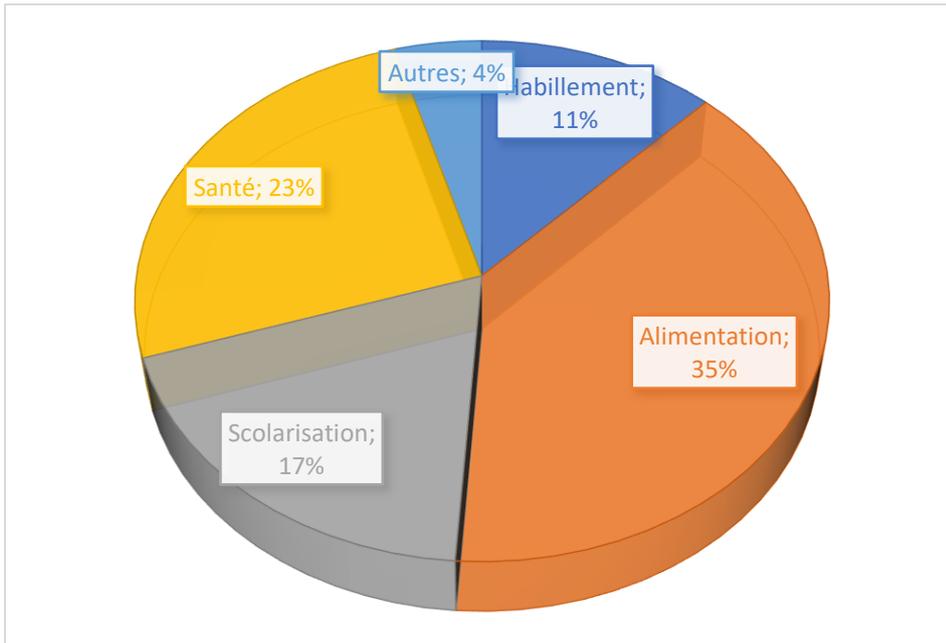


Figure 02 : Utilisation des revenus par les riverains

Source : Données de l'enquête terrain, juin 2021

L'analyse de la figure 02 nous permet de dire que la majorité des revenus issus de l'exploitation des ressources forestières dans la FCD sont utilisés dans l'alimentation. Les parties ou organes de certaines espèces sont très convoitées par les riverains. Les parties les plus utilisées dans ce domaine sont les fruits (70,19%), les feuilles (4,93%), les graines (21,35%) et enfin les fleurs, la sève (6,45%) qui font l'objet de cueillette systématique. Toutes ces parties sont utilisées sous forme de compléments alimentaires aussi bien sur le plan qualitatif que quantitatif. Après l'alimentation vient la santé ; la scolarisation et l'habillement. Au total plus de 56 élèves ont été scolarisés par les services écosystémiques de la FCD slon les enquêtés. Les femmes de Wolonkoto reviennent généralement des marchés de Colma de ville de Bobo Dioulasso avec des vivres, des habits, des condiments après la vente des produits. Au niveau de la santé, les plantes sont utilisées directement pour soigner certaines maladies et leurs revenus sont utilisés pour payer les ordonnances des soins dans les centres de santé. On peut illustrer cela par les propos de cet enquêté : « Sans la forêt mon fils allait décéder l'année dernière car j'ai dépensé plus de 200 000 FCFA de mes revenus de la forêt pour le soigner à l'hôpital Sourou Sanou de Bobo Dioulasso » (S K, , le 12 juin 2021).

A tout cela, on peut ajouter le domaine du bois-énergie. Le bois de feu ou de charbon de bois en provenance de la forêt classée de Dinderesso constitue la principale source d'énergie domestique pour les populations riveraines. En effet, la plupart des personnes enquêtées utilisent le bois comme unique source d'énergie, n'ayant souvent pas les moyens de s'offrir d'autres sources d'énergie.

La présence de la rivière du Kou dans la FCD permet à 45% de la population riveraine de pratiquer la culture maraichère qui leur rapporte beaucoup de profits et qui contribue à augmenter leur niveau de vie familiale. Il s'agit surtout des populations des villages de Nasso ; de Dinderesso et de Sossongona. Les photos ci-dessous nous montrent quelques matériels achetés avec les biens provenant de la FCD.



Photos 01 : Matériels achetés avec des revenus issus des produits forestiers par deux enquêtés.

Cliché : SANA Hamado

2.1.2. *Utilisation des biens et services écosystémiques tirés de la FCD par l'Union*

Les emplois créés constituent l'un des aspects socio-économiques les plus importants des aires protégées. Au niveau de la FCD, de nombreux riverains sont employés soit à temps plein soit à temps partiel et cela comme écogardes, gardiens, ramasseuses de noix d'acajou, membres du bureau de l'UGGF et les GGF ou tout autre travail que les riverains sont à même de faire. Le tableau 2 donne la situation des emplois créés par l'aire protégée concernée par l'étude. Au total, 40 emplois sont créés au profit des populations riveraines dont 34 permanents et 06 temporaires. Les 24

employés permanents (femme du GEAFPA) et les 06 employés non permanents (écogarde) de la FCD sont recrutés par l'Union des Groupements de Gestion Forestière de Dinderesso et du Kou, avec un salaire moyen de 30 000 FCFA par mois durant toute l'année pour les permanents et 40000FCFA par mois durant 06 mois pour les temporaires. Ils sont tous payés sur les recettes issues de la vente des biens et services que l'UGGF/FCDK tire de la FCD. Quant aux bucherons (populations locales), ils sont payés à chaque fin d'exploitation de bois à raison de 1400FCFA/stère. En 2020 les bucherons ont pu exploiter 1646 stères de bois ce qui a rapporté 2 304 400FCFA.

Tableau 02 : Emplois créés par la présence de la FCD

FONCTION	NOMBRE	PERMANENTS OU NON PERMANENTS
LES MEMBRES DE BUREAU DE L'UGGF	10	PERMANENTS
ECOGARDE	06	NON PERMANENTS
MEMBRES DU GEAFPA	24	PERMANENTS
TOTAL	40	

Source : Données de l'UGGF/FCDK, juin 2021

Le tableau 3 fait la situation des salaires des employés qui ont accepté nous dévoiler leurs salaires.

Tableau 03 : Salaire de quelques employés de la FCD

Fonction	Nombre d'employé	Revenu mensuel (FCFA)	Revenu annuel (FCFA)
Écogarde	06	240 000	1 440 000
Femmes du GEAFPA	24	720 000	8 640 000

Source : Données de l'enquête terrain, juin 2021

A la lecture du tableau ci-dessus, ce sont au minimum 10 080 000 FCFA qui sont versés annuellement comme salaires aux employés de la FCD. Ce fonds est mobilisé par l'UGGF/FCDK dans la vente des noix d'acajou, dans la délivrance des permis de pâture et d'exploitation des agroforestiers et dans la vente du bois.

Le nombre d'emplois créés est modeste certes, mais contribue à réduire le taux de chômage et l'exode rurale des jeunes dans les localités, et surtout à générer des revenus au profit des populations riveraines.

A titre d'exemple, depuis 2012, l'UGGF/FCDK ouvre manuellement environ 103 km de pare feux dans la FCD avec l'appui des communautés. L'ouverture d'un kilomètre de piste est payée à 10 000 FCFA, ainsi annuellement environ 1 030 000FCFA sont reversés aux villages riverains au titre de cette activité.

En plus de l'ouverture des pare-feux, il y a aussi la surveillance villageoise que l'Union prend en charge. La surveillance villageoise est payée à 138 000FCFA /trimestre soit 552 000FCFA/an. Ces sommes sont versées à la population locale et contribuent à améliorer leurs conditions de vie familiale.

2.2. Contraintes relatives à la gestion de la forêt classée de Dinderesso

Les contraintes relatives à la gestion de la forêt classée de Dinderesso à l'instar de toutes les aires protégées au Burkina Faso sont nombreuses. Parmi ces contraintes, on distingue la coupe abusive du bois vers la carbonisation clandestine, la divagation des animaux, le ramassage des agrégats dans la forêt, la pollution (le déversement dans la forêt des produits toxiques de tous genres), l'empiètement de la forêt au profit des champs (surtout du côté de Wolonkoto), le braconnage des petits mammifères, la mort des animaux dû aux accidents sur la route de Nasso. A cela, on peut ajouter aussi la faible participation des populations riveraines à la conservation, la forte démographie dans les villages concernés par l'étude, l'insécurité et l'incivisme grandissant (des ossements humains découverts dans la forêt par les femmes de Banakéledaga), L'urbanisation, la paupérisation de la population (surtout du côté de Wolonkoto par le fait qu'il n'y a pas assez de terre cultivable). Enfin les gestionnaires ont ajouté l'insuffisances des ressources financières, humaines et matérielles aux gestionnaires de la FCD, la mauvaise pratique sylvicole, Le pâturage dans les zones non indiquées, le non-respect des pratiques agricoles dans le parc agroforestier de la forêt, le manque de moyens à l'UGGF/FCDK.

2.2.1. Conflits

Les enquêtes menées auprès des services de l'environnement de Bobo et de Dinderesso ainsi que plus de 50% des enquêtés des six villages montrent que la gestion des ressources forestières, l'accès aux ressources (terres, forêts) et l'exploitation des produits forestiers sont les principaux facteurs de conflits entre les acteurs. Ces conflits sont généralement liés :

à l'exploitation des PLNL et PFL dans la forêt comme dans les champs : il concerne à la cueillette des fruits non mûrs ;

la coupe d'arbre dans les champs, le braconnage et le pâturage dans la zone non autorisée ;

conflits entre agriculteurs et agents forestiers suite à l'empiètement de la forêt au profit des champs ;

conflits entre agriculteurs et éleveurs suite à l'occupation des pistes à bétail par les champs, à l'exploitation des fruits immatures pour alimenter le bétail et à l'empiètement des champs des agriculteurs par les animaux. (en 2019 un enfant du camp peulh Nasso a reçu une balle au tibia par un agriculteur de Dinderesso) ;

la dénonciation des braconniers ou des personnes exploitant les ressources forestières sans autorisation préalable aux services forestiers engendrent des conflits au sein des populations ;
les feux occasionnés par les éleveurs par maladresse ou par imprudence dans la brousse détruisant les cultures, les végétaux et les habitats des animaux sauvages.



Photos 02 : dépôt des déchets dans la FCD.
Cliché : SANA Hamado

2.2.2. Perception des populations de la gestion de la forêt classée de Dinderesso

Ce sondage a concerné les responsables de collectivités, les présidents de conseil villageois de développement (CVD) et le genre (femmes, jeunes et vieux). Il a eu pour objectif de recueillir les opinions des populations riveraines sur leur satisfaction (cf, figure 03) des retombées de l'aire protégée.

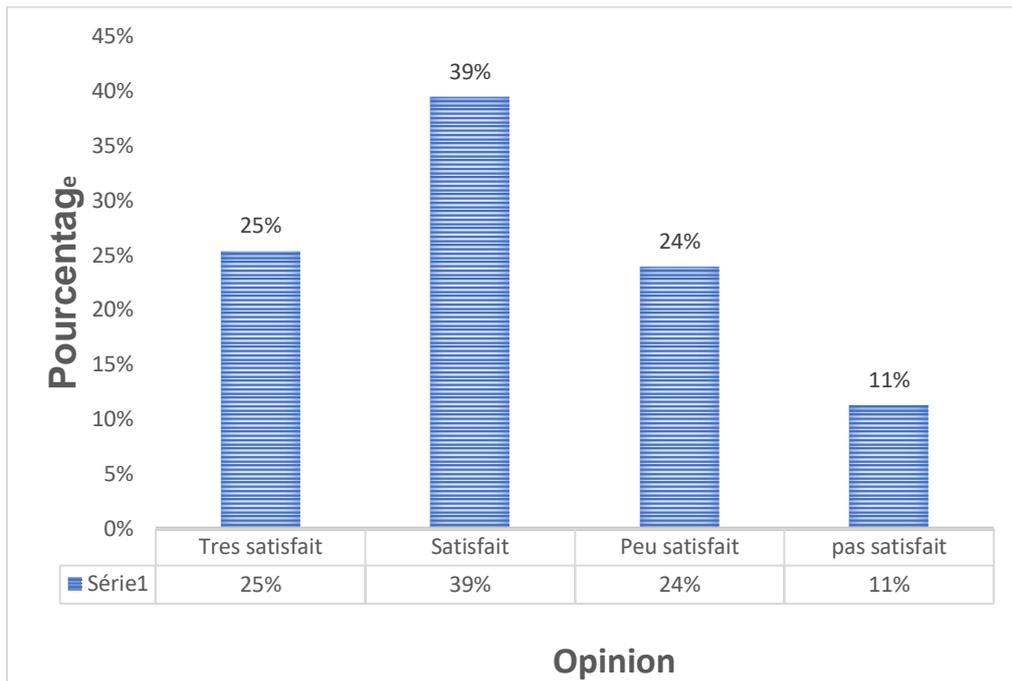


Figure 03 : Perception des populations riveraines des retombées de la forêt

Source : Données de l'enquête terrain, juin 2021

On constate à la lecture de ce graphique que 39% des 43 sondés sont satisfaits des retombées des aires protégées en leur faveur ; 25% en sont très satisfaits, 23% sont peu satisfaits et 11% seulement n'en sont pas du tout satisfaits.

Ceux qui ne sont pas satisfaits estiment que la forêt a récupéré leurs terrains, il leur manque alors des champs et des zones de pâture. Ils ne gagnent pas du bois de la forêt pour l'usage familiale, tout est exploité par l'Union. Tout est vendu en gros aux commerçants de Bobo-Dioulasso au détriment des populations riveraines. Pourtant, selon eux (les enquêtés, ils sont censés être les premiers bénéficiaires des biens et services issus de la forêt. Cependant le service de l'environnement n'investit pas dans les villages riverains. Certains mêmes vont jusqu'à demander à l'État de déclasser une partie de la forêt pour qu'ils puissent y mener des activités agricoles et parcelier une partie pour qu'ils en faire des parcelles.

Par contre, d'autres se disent satisfaits car grâce à la forêt ils connaissent plusieurs espèces animales que les habitants d'autres localités ne connaissent pas. En plus, il y a des espèces végétales qui n'existent que dans la forêt, qu'ils utilisent dans la pharmacopée. Les gestionnaires leur permettent de les récolter dans la forêt. Il en est de même de certains PFNL.

3. Discussion

3.1. Les biens et services écosystémiques tirés de la forêt classée de Dinderesso par la population

L'exploitation des produits forestiers non ligneux dans la zone de Dinderesso est une activité pratiquée par la majeure partie de la population. L'exploitation même si elle est occasionnelle est étalée sur toute l'année avec un pic surtout pendant la saison sèche. Les groupements de gestion forestière qui ont été promus par le PAGREN ne sont pas organisés de sorte à exploiter de manière efficiente les ressources naturelles. Charreton (2003) montre que la forêt produit des biens et services aux populations si on sait tirer profit de ses énormes potentialités.

En effet, il a montré à travers différents exemples que pour exploiter de manière efficiente une ressource naturelle, il faut mettre en place l'approche « filière ». Cette approche permettra d'augmenter la valeur ajoutée du produit final et de diminuer les coûts de production. Il faudra alors mettre en place des structures dynamiques et organisées qui pourront mieux valoriser les ressources forestières. La forêt de Dinderesso regorge d'énormes potentialités mais qui ne sont pas valorisées. Les produits forestiers sont exploités de manière non organisée. En effet, les plantes telles que *Lannea microcarpa*, *Sclerocarya birrea*, *Saba senegalensis*, *Gardenia erubecens*, *Tamarindus indica*, *Balanites aegyptiaca*, *Detarium microcarpa*, sont généralement utilisées dans la consommation familiale. Ces plantes sont reconnues au plan national comme des produits alimentaires à intérêt économique, directement consommés ou transformés (Ouédraogo, 2009). A part la transformation des amandes de karité en beurre et des graines de néré en soumbala, les autres espèces ne connaissent pratiquement pas de transformation dans cette zone.

Or, *Vittelaria paradoxa*, *Parkia biglobosa*, *Tamarindus indica*, *Adansonia digitata* sont utilisés dans tous les domaines de valorisation c'est à dire dans l'alimentation, la santé, l'augmentation du revenu et comme bois de service dans les régions du Nord, Cascade et de la Boucle du Mouhoun (Lamien, 2004). Selon le même auteur, *Detarium microcarpa* est utilisé pour le traitement de maladies infectieuses, les carences en vitamines C et B, des douleurs abdominales et des constipations. *Gardenia erubecens* est utilisé pour la fabrication du couscous dans le Mouhoun, tandis que dans les Cascades, il entre dans la santé uniquement et que *Lannea microcarpa* est utilisé pour la fabrication de jus et comme sucre dans la bouillie dans le Nord. Yé (2008) indique également que les fruits de *Gardenia erubecens* associés aux feuilles du *Balanites aegyptiaca* sont préparés comme nourriture dans la région du Sud. Ces utilisations sont méconnues des populations locales de la zone de Dinderesso. Quant aux feuilles et aux fruits du *Tamarindus indica*, ils peuvent être utilisés comme acidifiant surtout pour le têt. Cela est également le cas dans la zone de Dinderesso. Lamien (2004) confirme également que les populations du Mouhoun utilisent *Piliostigma reticulatum* et *Saba senegalensis* comme acidifiant ce qui est le cas dans la zone de Dinderesso. Par contre, la poudre des gousses du *Piliostigma reticulatum* est utilisée comme aliment pour bétail dans la zone de Dinderesso. Comme transformation industrielle, à part, le beurre de karité qui est utilisé pour la fabrication

du savon, *Balanites aegyptiaca* et *Lannea microcarpa* sont utilisés dans le Nord précisément à Kouni-Tampouré pour la confection du savon (Lamien, 2004). Quant aux populations locales de Dinderesso, à part les deux espèces précédentes, les autres sont vendus de façon brute dans la ville de Bobo Dioulasso sans transformation. Selon les femmes de la zone de Dinderesso, le renforcement des capacités et la redynamisation des groupements de gestion forestière sont une nécessité et cela est adapté aux conditions socio-économiques de nos jours. En effet, les femmes doivent s'organiser en groupement pour former des filières, et obtenir ainsi des formations et des aides pour pouvoir mécaniser leur activité. L'activité d'exploitation des PFNL est de nos jours marquée par plusieurs facteurs plus ou moins inhibiteurs : il y a le facteur démographique avec l'augmentation de la population, le facteur écologique avec la dégradation de l'environnement, et le facteur économique avec la recherche effrénée de profit.

Dans un tel contexte, la valorisation des PFNL est indispensable et doit se baser nécessairement sur l'intensification des productions et la création de filières porteuses afin de contribuer à améliorer les conditions de vie des populations.

L'exploitation des produits forestiers ligneux dans la zone de Dinderesso est une activité communautaire organisée par l'UGGF/FCDK, voire collective. Elle est organisée chaque année tant qu'il y'a du bois à exploiter et a des périodes bien fixe c'est-à-dire après la période des pluies. L'exploitation du bois dans les zones non aménagées génère des revenus considérables et conséquents, et permet aux populations de s'assurer un niveau de vie acceptable.

En effet, dans la zone de Bougnounou, les résultats indiquent qu'un exploitant de bois appartenant à un groupement de gestion forestière a un revenu de 94 604 F CFA contre 73 577 F CFA pour les non membres (Ouédraogo et Nianogo, 2003). Les exploitants de la zone de Sablogo perçoivent 40 200 FCFA. Ces résultats indiquent que l'appartenance à un GGF contribue à augmenter les revenus issus de la commercialisation du bois. Les exploitants de la zone de Dinderesso perçoivent 22 160F CFA, moins que les exploitants des zones de Bougnounou et de Sablogo. Néanmoins l'aménagement de la forêt de Dinderesso et la dynamisation des différents GGF a contribué à mieux valoriser les produits forestiers ligneux. Les GGF doivent être capables de s'autogérer et de générer des revenus (Zougouri, 2008). L'exemple de Bougnounou, de Tiogo où les GGF perçoivent 9 % du revenu obtenu de la vente du bois contribue à responsabiliser les GGF et à favoriser leur autogestion.

Par contre, dans la zone de Dinderesso il y a beaucoup de GGF qui n'interviennent pas dans l'exploitation du bois. Ilboudo (2007) l'a également souligné à travers une étude menée sur les GGF, il indique que les capacités de ces groupements à s'autogérer, à s'organiser, et à conduire une activité d'exploitation de bois sont faibles. Au-delà du reboisement, les GGF doivent être plus actifs sur leur terrain car ils ont beaucoup d'autres actions à mener, telles que l'entretien des plants, l'entretien des pistes, l'ouverture des pare feux, la gestion des marchés ruraux de bois qui leur incombent.

3.2. Les utilisations des produits forestiers par la population riveraine de la FCD

Les biens et les services tirés de la FCD sont utilisés essentiellement dans deux domaines. Ils sont utilisés pour la paie des salaires des employés de la forêt et pour améliorer les revenus des populations. Selon Sawadogo (2016) dans le parc national d'Arly (PNA) c'est au total 119 emplois qui sont créés au profit des populations riveraines dont 95 locaux et 24 non locaux. Parmi eux, on dénombre 41 permanents et 78 temporaires. Tandis que dans la forêt classée de Dinderesso, 40 emplois sont créés au profit des populations riveraines dont 34 permanents et 06 temporaires selon l'UGGF/FCDK.

Les 24 employés permanents (femme du GEAFPA) et les 06 employés non permanents (écogarde) de la FCD sont recrutés par l'Union des Groupements de Gestion Forestière de Dinderesso et du Kou, avec un salaire moyen de 30 000 FCFA par mois durant toute l'année pour les permanents et 40 000 FCFA par mois durant 06 mois pour les temporaires. Ils sont tous payés à l'aide des revenus issus de l'exploitation des biens et services que l'UGGF/FCDK tire de la FCD. A côté de ces emplois on peut retenir également les travaux d'aménagement, de suivi écologique, de surveillance, de protection et les diverses formations dont participent les communautés locales pour lesquelles elles sont rémunérées. Selon Sawadogo (2016), l'ouverture des pistes est une source de mobilisation de ressources financières. Dans le cas de la FCD, cette activité a permis à l'UGGF/FCDK de mobiliser environ 1 030 000 FCFA depuis 2010 en raison de 10 000 FCFA par kilomètre pour 103 km de piste.

Les revenus issus de l'exploitation forestière sont destinés à des usages multiples et participent à l'amélioration des conditions de vie des familles. Ces revenus permettent surtout aux femmes de faire face à certaines dépenses rarement prises en compte par les hommes (habillement, condiments...). En effet les revenus issus des biens et services de la FCD sont utilisés dans la santé (23%), l'alimentation (35%), dans l'habillement (11%), la scolarisation (17%) et autres (4%). Les résultats auxquels nous sommes parvenus corroborent ceux obtenus par Doamba (2012) qui a montré que les retombés du PNA sont utilisées dans la santé (26%), l'alimentation (27%), l'habillement (25%), la scolarisation (25%) et autres (1%).

Conclusion

Les résultats de l'étude montrent l'importance de la forêt classée de Dinderesso pour les populations locales. De ce fait, le besoin pour elles de leur conservation intégrale afin qu'elle continue à contribuer à l'amélioration de leurs conditions de vie familiale, est évidente. En effet, au total 101 personnes composées des femmes et des hommes et 10 gestionnaires de la forêt ont été enquêtés. Ces travaux de terrain ont permis de déterminer d'une part, les différents biens et services que la population tire de la forêt classée de Dinderesso et d'identifier d'autre part, les impacts socio-économiques de ces biens et services sur la population locale. Elles ont permis aussi de

recenser les contraintes liées à la gestion de la forêt. Ces enquêtes ont permis de d'identifier les différents biens et services tirés par les populations.

Les biens et services tirés par l'UGGF/FCDK sont aux nombres de quatre. On pourrait aussi citer les biens issus de l'exploitation du bois (06,70%), de la vente des noix d'acajou (73,25%), de la délivrance des permis de pâture (07,30%) et d'exploitation dans le parc agroforestier (12,74%). Ces enquêtes ont aussi permis de recenser et d'identifier 64 espèces végétales de la forêt classée qui fournissent diverses ressources aux populations riveraines. On pourrait citer des plantes médicinales (95,31%), bois-énergie (56,25%), des plantes alimentaires (18,75%), du matériel de construction (10,94 %) et du bois d'artisanat (07,81%). On peut ajouter l'exploitation et la commercialisation des produits forestiers non ligneux par les populations. Plus de 7 153 000FCFA de recettes issues de la vente des produits forestiers non ligneux composés des produits de la pêche, de paille, de l'apiculture et la cueillette des fruits. Ces biens ont contribué à améliorer les conditions de vie des populations riveraines sur plusieurs plans. Quant aux revenus issus de l'exploitation de la forêt, 35% sont utilisés dans l'alimentation, 11% dans l'habillement, 17% dans la scolarisation des enfants, 23% dans la santé et 4% dans les autres domaines tels que l'achat des moyens de transport, des matériels pour renforcer une activité génératrice de revenu. A travers cette réflexion, il est ressorti un problème fondamental concernant la synergie d'action des acteurs autour de la forêt classée de Dinderesso.

Sur la base des résultats obtenus, des réflexions futures pourraient être menées allant dans le sens de la mise au point d'une concertation pour résoudre les préoccupations liées à la FCD, notamment la question de la répartition des bénéfices issus de la gestion des aires protégées.

Références bibliographiques

- BOUTEFEU B. 2005. « L'aménagement forestier en France : à la recherche d'une gestion durable à travers l'histoire », in *VertigO* Volume 6, Numéro 2.
- CHAUVIN C. et PIROCHE J.N. 2004. « Gestion forestière et ingénierie ». *Ingénieries Eau Agriculture Territoires*, Numéro Spécial, pp 37-45.
- CHIASSEON G. BOUCHER J. L. et THIBAUT M. 2005. « La forêt plurielle : un nouveau mode de gestion et d'utilisation de la forêt, le cas de la forêt de l'aigle », in *VertigO* Volume 6, Numéro 2.
- DJOGBÉNOU C.P. GLÈLÈKAKAÏ R. AROUNA O. et SINSIN B. 2011. « Analyse des perceptions locales des aménagements forestiers participatifs au Bénin ». *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 11, 1,
- DOAMBA P. 2012. *Impact de l'utilisation des produits forestiers ligneux et non ligneux sur la gestion du Parc National d'Arly, Ouagadougou*, 58 p.

- FAYAMA T. et BELO A. « Interroger le choix de la méthode et la théorie dans le domaine des sciences humaines et sociales : le dilemme entre flexibilité et rigidité de la posture de recherche en sociologie et en anthropologie » pp.353-373, in *L'épreuve du terrain Expériences, postures et théories*, Coordonné par Augustin PALE, Alexis Clotaire Némoiby BASSOLE, Abdoulaye SAWADOGO, éditions l'Harmattan, 9 décembre 2020, 386p. ISBN : 978-2-343-21874-8
- ILBOUDO A J D, 2007, *état des lieux des paysages forestiers et l'exploitation des produits forestiers dans les communes de Tenkodogo, Bissiga et Lalgaye : région du Centre est, Secrétariat Général, Union Internationale pour la Conservation de la Nature*, 101p.
- LAMIEN N. 2004. *Valorisation traditionnelle des fruits sauvages dans la région du Nord, du Mouhoun et des Cascades au Burkina Faso*, Rapport Secrétariat Général du Centre National de la Recherche scientifique et technologique, 80 P
- MECV. 2007. *Contribution du secteur forestier à l'économie nationale et à la lutte contre la pauvreté*, Rapport Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie, 84 pages.
- MECV. 2007. *Situation des forêts classées du Burkina Faso et plan de réhabilitation*. Rapport Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie, 48p.
- OUÉDRAOGO B. 2009. *Aménagement forestier et lutte contre la pauvreté au Burkina Faso*. Doi : 10.4000/développement durable 8215. 28p.
- OUÉDRAOGO M. et NIANOGO A. J. 2003. *L'exploitation du bois énergie en milieu rural burkinabè : un moyen de lutte contre la pauvreté*, Kibaar, UICN n°7
- PERCOT M. et DELAVIGNE A-E. 2005. *Approche ethnologique des pratiques et représentations de la nature et de l'environnement dans les Mauges*, Rapport de recherche HALSHS-00093341
- SAWADOGO E., 2016. *Impacts socio-économiques des aires protégées dans les communes riveraines au Parc national d'Arly*, Mémoire de fin de cycle/Inspecteur des Eaux et Forêts, ENEF, Burkina-Faso, 52p
- WIERSUM K. F. et ELANDS B. 2002. *L'évolution du rôle de la foresterie en Europ : perspectives pour le développement rural*. Actes Groupes de politique sur les forêts et la conservation de la nature, Université de Wageningen, Pays-Bas, ISSN : 1569-1314
- YE A, 2008, *Espèces ligneuses légumières de la zone de Dano, Burkina Faso*, Mémoire de diplôme d'étude approfondie, UFR/ SVT, Ouagadougou, Burkina Faso, 80 P
- YELKOUNI M. 2004. *Gestion d'une ressource naturelle et action collective : le cas de la forêt de Tiogo au Burkina Faso*, Thèse de Doctorat en sciences économiques, 249p.
- ZOUGOURI S, 2008, « Derrière la vitrine du développement : aménagement forestier et pouvoir local au Burkina », Uppsala, *Studies in cultural Anthropology* 44,274 p.